La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

FONDÉ EN 1935

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° **1160** - janvier 2015

dernière minute :
NOUS SOMMES CHARLIE HEBDO

SOMMAIRE :

• **ACTUALITÉ**

page 2 Notre vœu pour 2015 : avoir le courage de garder l'espoir !

MARIE-LOUISE DUBOIN *après avoir rappelé la raison d'être de ce journal, incite ses lecteurs à agir, mais pas seulement sur les effets de la politique économique mondiale : c'est leur cause qu'il faut supprimer pour que ce monde qui s'écroule face place à celui, plus humain, qui est à notre portée.*

page 4 Chronique au fil des jours

JEAN-PIERRE MON *cite le livre récent de N. Klein pour montrer que le capitalisme s'oppose à toute mesure internationale qui aurait pour objectif de limiter l'échauffement climatique, et il s'étonne, encore une fois, de l'aveuglement des gouvernements en matière de création d'emplois.*

• **RÉFLEXION**

page 5 L'organisation de la corruption : le jeu dangereux de l'oligarchie dominante

BERNARD BLAVETTE *explique, documents à l'appui, comment la corruption des "élites" mondiales entraîne vers l'abîme, peut-être irrésistiblement, l'humanité toute entière.*

page 9 La "gauche" et le capitalisme aujourd'hui en France

1. Le poids de l'histoire

GUY EVRARD *s'interroge sur ce que recouvre l'étiquette "de gauche" aujourd'hui en France.*

• **DÉBATS**

page 13 L'espéranto, vecteur de cultures

RENÉ BALLAGUY *revient sur cette langue pour montrer comment elle est porteuse d'une culture supranationale d'entente et de paix.*

• **COURRIER DES LECTEURS**

• ***page 14*** *Exprimant ses vœux pour 2015, un lecteur voit dans La Grande Relève une flamme vive porteuse de lien social, d'énergie et d'espoir.*

PRIX en FRANCE 2,20 € ISSN : 2117-5047 *commission paritaire* N°0418 I 83051

Notre vœu pour 2015 :

En ce début d'une nouvelle année, rien de ce qui est annoncé n'incite à l'optimisme. Ceci n'empêche pas les rédacteurs de *La Grande Relève* de suivre la coutume en joignant leurs vœux aux miens pour les présenter à ses lecteurs. D'autant que ces derniers savent bien que la raison d'être de ce journal et tout le travail bénévole qu'il demande, n'ont pas d'autre but que de chercher comment rendre notre monde meilleur pour tous. Mais notre équipe, même sans relâcher ses efforts, ne peut rien sans l'aide active de ses lecteurs… alors même que ceux-ci, comme ceux de tous les journaux, sont de moins en moins nombreux. C'est une des multiples conséquences désastreuses de la voie dans laquelle notre société humaine est engagée, mais c'est un fait : notre principal ennemi c'est la résignation. C'est la conviction, savamment ancrée dans les esprits, qu'on ne peut que subir, rien changer. Que le capitalisme est installé pour l'éternité parce que tout autre modèle économique ne pourrait être que pire. Que les êtres humains sont tous ainsi faits que gagner de l'argent est la seule motivation possible pour eux et que s'ils ne sont pas mis dans l'obligation de travailler à quoi que ce soit, il est certain qu'ils se vautreraient dans l'oisiveté, qui est, comme on sait, la mère de tous les vices. Etc.

OÙ MÈNE CETTE PASSIVITÉ

Le chemin étant ainsi aplani devant eux, ceux qui décident pour nous peuvent poursuivre les négociations de ces traités dits de "libre échange" (nous en avons traité ans ces colonnes, il y en a de plus en plus, la liste et les détails sont sur internet) qui mettent les populations au service de grandes entreprises commerciales, tout en enlevant aux États tout reste de souveraineté. Ils peuvent les préparer en secret, n'ayant même plus besoin de maintenir une apparence de démocratie depuis qu'il est entendu que la démocratie c'est désigner, de temps en temps, pour leur donner pleins pouvoirs, ceux et celles qui maîtrisent le mieux l'art de la communication. Ces derniers ne reçoivent donc pas vraiment un mandat de leurs électeurs, ils ne les représentent pas, ils ne se voient aucune obligation et ils se sentent à l'aise pour agir dans le seul souci de leur avancement de carrière puisqu'élu est devenu un métier. Et ils en tirent le sentiment que tout leur est permis, comme le rappelle plus loin (p.5) Bernard Blavette.

Donc notre souhait le plus immédiat est qu'une vive protestation, dénonçant les mensonges auxquels se prêtent les grands médias pour cacher les dangers du TAFTA, réussisse à en empêcher la signature.

Mais ce traité est loin d'être le seul du genre, et l'exemple de l'AMI doit servir de leçon : quand un tel projet échoue parce qu'il a été dénoncé et combattu à temps, d'autres plus pernicieux encore, sont mis en chantier.

CELA NE SUFFIT PAS

Il n'y a pas, hélas, que ces traités qui nous préparent un avenir désastreux, c'est toute l'orientation de notre société qui nous y mène de force.

À l'époque de la création de ce journal, le titre d'un des premiers livres de Jacques Duboin était clair : *Nous faisons fausse route*[1]. Il montrait que l'humanité a franchi une étape de son Histoire quand elle a acquis, au XXème siècle, les connaissances et les technologies pour être en mesure de produire, à volonté et avec de moins en moins de travail, ce qui est nécessaire à l'épanouissement de tous. Cette *Grande Révolution*[2] aurait dû bouleverser la façon de concevoir l'économie. L'objectif de croissance, cette obligation de devoir produire toujours plus pour se mettre à l'abri des pénuries qui, jusqu'alors, étaient une menace permanente, pouvait être abandonné sans dommage. La *Grande Relève des Hommes par la Machine*[3] pouvait être une *Libération*[4] en permettant à chacun de cultiver son champ et son esprit, de participer aux choix pour la production soit raisonnablement programmée et que les richesses ainsi produites soient réparties au mieux, et entre tous. C'est tout le contraire qui s'est produit.

L'humanité s'est laissé mener par une idéologie qui excluait tout débat d'ordre économique. Selon ce modèle dit "libéral", imposé par les économistes orthodoxes sous le nom de "loi du marché", produire ne peut pas avoir d'autre but que vendre à profit. Le seul et unique critère envisageable pour maintenir une entreprise est que ce qu'elle produit trouve un client capable de payer assez pour qu'elle en tire un bénéfice. Dès les années 1930, *La Grande Relève* dénonçait déjà les conséquences catastrophiques de ce modèle… qui, en bientôt 80 ans, n'ont fait que s'étendre en empirant. La production n'est faite que pour des clients solvables, les insolvables sont traités comme des inutiles et le fossé se creuse entre riches et pauvres. Les entreprises qui font des profits prennent la clientèle des autres, formant ces multinationales qui dominent le marché, et maintenant les gouvernements du monde soumis à leurs tout puissants lobbies. Les autres entreprises, les "petites et moyennes", les artisans, tous ceux qui voudraient soigner la qualité, sont peu à peu éliminés. Il faut être compétitif ! Il faut aller le plus loin possible chercher de nouveaux clients en imposant cette rivalité permanente à tous les peuples de la Terre. Il faut inventer de nouveaux créneaux, pousser à la consommation en créant des besoins artificiels par la publicité et par l'obsolescence programmée. Respect de l'environnement et masse salariale sont devenus des "charges" qu'il faut réduire.

On en est arrivé à ce qu'aujourd'hui il faut d'abord gagner sa vie par n'importe quel moyen, y compris en acceptant n'importe quel emploi dans n'importe quelles conditions. Ensuite on est constamment

avoir le courage de garder l'espoir !

poussé à acheter le plus possible de n'importe quoi, sans pouvoir faire confiance, sans savoir comment a été produit ce qu'on consomme. Et enfin, quand l'âge ou la santé réduisent notre activité, on s'aperçoit que cette soif de profit a aussi perverti la médecine et qu'on ne peut plus compter sur les protections sociales. Il n'y a plus de solidarité, le "chacun pour soi" est le mot d'ordre général…

Et si le monde reste soumis à cette doctrine du "libéralisme économique", son avenir s'annonce pire encore. L'esprit mercantile dominant, c'est l'impossibilité de parer au réchauffement climatique, comme le montre N.Klein dans un livre récent (voir p.4 la chronique de J-P Mon), comme c'est l'accaparement de tous les progrés scientifiques jusqu'à aboutir à l'asservissement complet de chaque individu par des robots *Big Brother*, scientifiquement programmés (nous y reviendrons). Mais déjà, la réalité dépasse, et de loin, les craintes de l'auteur de *1984*, G.Orwell.

de **CHANGER LE PENSEMENT**
à **PENSER LE CHANGEMENT**

Qu'on me pardonne cette contrepèterie dont je n'ai oublié que le nom de l'auteur, parce qu'elle exprime bien dans quel sens il faut agir.

Certes, il faut résister, dénoncer chacun de ces traités, de ces lois, de ces mesures et de ces chantiers entrepris sans autre considération que le profit de quelques uns. Mais se garder d'épuiser les forces de résistance en se battant contre des effets, parce que c'est leur cause qu'il faut détruire, sinon il en apparaîtra toujours de nouveaux.

Il est vital d'entretenir l'espoir en montrant quel autre monde est possible dans une économie distributive (voir p.15, la lettre d'un lecteur). Il faut prendre le temps de faire comprendre l'importance d'une monnaie distributive, parce qu'elle rend impossible le profit financier. Il faut expliquer pourquoi assurer à tous la garantie d'un revenu libérateur ce n'est pas inciter à ne rien faire, c'est permettre de choisir l'activité dans laquelle chacun peut s'affirmer, se sentir utile et reconnu. Il aut à l'occasion montrer les effets pervers d'un revenu garanti s'il permettait au système capitaliste de faire perdurer la la domination par l'argent. La raison d'être de *La Grande Relève* c'est bien d'aider ses lecteurs à avoir le courage et les arguments pour porter ainsi autour d'eux cet espoir et cet esprit de construction.

Certes, ce combat a toujours été d'autant plus difficile qu'il s'agit de tenir des propos sur l'organisation économique et sur la monnaie, qui sont encore considérées comme faisant partie d'un domaine réservé à des spécialistes… lesquels ont su imposer la conviction qu'il faut avoir été formé à leurs Écoles et avoir adopté leur langage pour être autorisé à émettre une opinion. Pour surmonter cette intimidation, il suffit de se rappeller que les vecteurs des grandes épidémies de peste des siècles passés, étaient… des puces, et constater que ceux du virus qui est en train de détruire la société humaine sont… des économistes. Mais les puces n'étaient pas conscientes du mal qu'elles propageaient, alors que les économistes prétendent être des scientifiques qui "savent" !

ÉVITER LES PIÈGES

La situation actuelle est dramatique dans le monde entier, mais en France elle présente bien des pièges et ceux-ci sont en général savamment cachés sous les mots. Par exemple, nous avons élu un président de notre république qui se disait "socialiste" et de "gauche". Comme la politique qu'il mène n'est pas conforme à l'idée attachée à ces deux termes, il convient de faire appel à notre Histoire pour comprendre comment leur sens a évolué. Certains auteurs ayant fait des recherches à ce sujet, Benjamin, puis Guy Evrard (voir p.9), présentent leurs travaux.

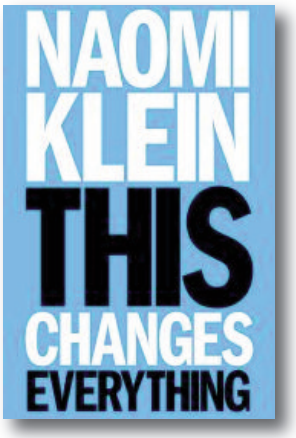
Il paraît que beaucoup d'électeurs, s'apercevant qu'ils se sont trompés en croyant que politiques dites de "gauche" et de "droite" étaient différentes, sans voir qu'elles désignent toutes les deux cette politique capitaliste qui mène le monde depuis des décennies, pensent trouver une bouée de secours dans le Front national. Espérons que la méthode autoritaire et sectaire des élus de ce parti ouvrira leurs yeux pour s'apercevoir à temps que les discours prétendus "sociaux" sur l'euro, l'Europe ou la Banque centrale, tenus par quelques uns de ses membres, cachent adroitement l'attachement de ce parti à l'argent, au capitalisme qui lui convient si bien, et même que son "patriotisme" dissimule son refus de reconnaître la misère des populations migratoires que ce système exploite impunément.

Si l'espoir n'est pas dans les partis politiques, parce que l'électoralisme y empêche les débats, il ne peut être que dans ces associations citoyennes qui foisonnent, dans ces multiples expériences, par exemple autour des monnaies parallèles, les AMAP et autres coopératives. C'est donc là qu'il faut agir, il faut leur offrir nos idées et participer ainsi à l'élaboration conviviale du monde à mettre à la place de celui qui s'écroule.

Marie-Louise DUBOIN

Références :
1. J. Duboin, *Nous faisons fausse route*, éd. Portiques, (1931).
2. J.Duboin, *La grande révolution qui vient*, éd Nouvelles, (1934).
3. J.Duboin, *La grande relève des hommes par la machine*, éd. Fustier, (1932).
4. J.Duboin, *Libération*, éd. Grasset, (1937).

Capitalisme ou climat ?



Dans *Ça change tout : le capitalisme contre le climat*, le dernier ouvrage qu'elle vient de publier[1], la journaliste canadienne Naomi Klein (bien connue pour ses précédents livres notamment *No logo* et *La stratégie du choc*), s'attaque au *«plus grand danger qui menace l'humanité: la guerre que notre modèle économique mène contre la vie sur notre planète»*. Elle part d'un constat de plus en plus consensuel : l'objectif de limiter à 2° la hausse de la température moyenne de l'atmosphère terrestre, par rapport à celle de l'ère préindustrielle, ne sera sans doute pas atteint à cause de la croissance continue des émissions de gaz à effet de serre (qui ne diminuera pas de si tôt, notamment parce que les prix du pétrole sont à la baisse et du fait que la Commission européenne l'a placée au second plan de ses projets dans sa politique environnementale[2]…). C'est donc plutôt vers une hausse de 4° que l'on s'achemine, avec toutes les catastrophes climatiques qui en résultent : vagues de chaleur, feux, périodes de sécheresse, orages violents, inondations, tsunamis,… et entre autres graves conséquences, d'importantes migrations de populations qui peuvent mener à des conflits et des guerres. Pourquoi les gouvernements ne prennent-ils pas les mesures qui s'imposent ? Sont-ils aveugles ? — Non, loin de là : ils ne doutent pas de la science, mais ils ont compris qu'une véritable politique environnementale signifierait la fin de leur rêve : ce sont des *«apôtres du marché libre, des prédicateurs d'un capitalisme désentravé, des pourfendeurs de l'État providence assimilé à une sorte de communisme»*[3].

N. Klein dénonce les mythes qui obscurcissent les débats sur le climat : *«On nous a dit que le marché nous sauverait, alors qu'en fait l'addiction au profit et à la croissance nous enfonce chaque jour un peu plus ; on nous a dit qu'il était impossible de se passer des carburants fossiles alors qu'en réalité nous savons comment faire puisqu'il suffit tout simplement de s'affranchir des règles de "la bible du marché libre", et pour cela il faut mettre au pas les entreprises, reconstruire les économies locales et récupérer notre démocratie… On nous a dit encore que les hommes étaient trop avides et égoïstes pour relever ce défi. En fait, un peu partout dans le monde, le combat pour une nouvelle économie et contre l'exploitation forcenée des ressources naturelles est déjà gagné de façon à la fois surprenante et novatrice»*. C'est pourquoi N. Klein est optimiste. Pour elle, le changement climatique est un appel au réveil citoyen, un puissant message exprimé en termes de catastrophes environnementales. *«L'affronter ce n'est plus se contenter de changer d'ampoules électriques. C'est changer le monde avant que le monde ait tellement changé que plus personne n'y soit en sécurité. Soit nous changeons, soit nous coulons»*.

Un chômage irrésistible

Si l'on en croit l'INSEE, le PIB français devrait augmenter de 1% en 2015 grâce à la dépréciation de l'euro et à la baisse du cours du pétrole[4]. Mais le chômage devrait encore progresser, notamment à cause d'une nouvelle diminution de l'emploi marchand (-11.000 au premier semestre) et de l'augmentation de la population active. Il atteindait 10,6%. La plupart de nos "braves" journalistes des "grands médias " s'en donnent à cœur joie en montant en épingle le cas de la France. Ils semblent ignorer que le chômage est un fléau mondial qui n'est pas près de baisser, comme le montrent les rapports annuels de l'Organisation Internationale du Travail. Ils n'ont pas peur d'écrire, à quelques lignes d'intervalle, que le chômage a reculé presque partout en 2014 et que cette baisse s'est accompagnée d'une flexibilisation du marché du travail et d'un renforcement de la précarité, autrement dit d'une diminution des horaires de travail et d'une diminution des salaires. Mais qu'importe pourvu qu'on puisse écrire que le chômage a baissé !

Il va tout de même falloir qu'ils fassent preuve d'un peu plus de bon sens pour expliquer qu'il va partout continuer à augmenter. Car les progrès technologiques sont en train de délacer la frontière entre les métiers que l'on savait automatisables et ceux que l'on croyait préservés. Trois études récentes viennent une fois de plus le confirmer. Vincent Giret les résume dans sa chronique *Mutations*[5] qu'il a intitulée *La Grande Transformation* : la première annonce pour la décennie qui vient une *«déstabilisation en profondeur des classes moyennes françaises»* car *«trois millions d'emplois pourraient être détruits par la numérisation à l'horizon de 2025»* et parce que *«les emplois créés ne se substitueront pas aux emplois détruits, ni en termes de niveau de compétence requis, ni en termes de position sur la chaîne de valeur, ni en termes de répartition géographique»* ; la seconde décrit l'émergence de l'économie des données (le Big data, en globish); la troisième *«met en lumière le modèle de développement fulgurant des quatre superpuissances de cette révolution numérique : Google, Apple, Facebook et Amazone»*.

Jean-Pierre MON

1 *This Changes Everything : Capitalism versus the Climate*, éd. Simon and Schuster, 2014. (Non encore traduit en français).

2 *Le Monde*, 18/12/2014.

3 J.P. Dupuy, *Le Monde*, 17/12/2014.

4 Note de conjoncture INSEE, décembre 2014.

5 *Le Monde*, 19/12/2014

On s'habituerait presque à apprendre chaque jour un nouveau fait de corruption ! Il faut pourtant prendre conscience que lorsque des "décideurs" de premier plan se compromettent, c'est toute la société qui en subit les conséquences. En abordant ce sujet, BERNARD BLAVETTE *ouvre un débat qui est essentiel pour comprendre le message des "distributistes" :*

L'organisation de la corruption : le jeu dangereux de l'oligarchie dominante

Le problème de la corruption des classes dirigeantes est une question ancienne et complexe qui engage profondément le présent et le devenir de nos sociétés. Bien sûr, les comportements délinquants concernent l'ensemble des classes sociales, mais la criminalité des "élites" est porteuse de ravages redoutables, car lorsque les décideurs, ceux qui disposent à la fois du pouvoir politique et économique, abandonnant tous repères éthiques, se livrent à des pratiques délictueuses pour assurer la conservation et le renforcement de leurs privilèges au détriment de l'intérêt général, c'est l'ensemble du corps social qui est atteint et fragilisé.

> «*La mafia (c'est-à-dire le crime organisé) est le stade suprême du capitalisme, l'essence même de son mode de production.*»
>
> Jean Ziegler
>
> dans *Les seigneurs du crime. Les nouvelles mafias contre la démocratie*, éd. du Seuil (1998). Économiste et sociologue, cet auteur fut rapporteur spécial auprès de l'ONU pour le droit à l'alimentation.

On peut considérer que depuis près de 150 ans la sociologie et la criminologie se sont constituées en tant que sciences en se focalisant sur les transgressions des milieux les plus défavorisés considérés comme des "classes dangereuses". Le fait que les décideurs, ceux qui sont à l'origine du Droit, puissent transgresser les lois qu'ils avaient eux-mêmes contribué à édicter semblait autrefois inconcevable. En témoigne ce texte rédigé en 1893 par le sociologue italien E. Ferri: «*La classe la plus élevée ne commet pas de crimes, elle est organiquement honnête, retenue par la seule sanction du sens moral, les sentiments religieux, l'opinion publique, elle bénéficie de la transmission héréditaire des habitudes morales… Par contre, une autre catégorie, la plus basse, se compose d'individus réfractaires à tout sentiment d'honnêteté, parce que, sans aucune éducation, retenus toujours par leur misère matérielle et morale dans les formes primitives d'une lutte brutale pour l'existence, ils héritent de leurs parents et transmettent à leurs descendants une organisation anormale qui à la dégénérescence et à la pathologie unit le retour atavistique à l'humanité sauvage*»[1]. Ce déni de la vérité est d'autant plus surprenant que les chercheurs de l'époque avaient sous les yeux l'exemple des célèbres *Robbers barons* étasuniens qui, dans la seconde moitié du XIXéme siècle, utilisaient les pratiques les plus violentes pour assurer leur pouvoir économique, financier, et politique. À cet égard, le cas de la famille Rockefeller qui, à partir de 1862, parvint à imposer sa domination sur les activités pétrolières naissantes, est exemplaire de ce capitalisme sauvage et sans scrupule qui suscite une fascination grandissante parmi l'oligarchie actuelle[2].

En fait, il faudra attendre le milieu du XXème siècle pour que la criminalité des élites soit étudiée sérieusement. En 1949 le sociologue étasunien E. Sutherland publie *White collar crime* (= La délinquance en col blanc) qui analyse les comportements délictueux des grandes entreprises et de leurs dirigeants. Cet ouvrage, puissamment documenté, s'appuyant sur des recherches statistiques solides et de nombreux témoignages incontestables, fait l'effet d'un pavé dans la mare. Sutherland déclare notamment : «*Les transgressions de la loi entrepreneuriales sont non seulement délibérées, mais aussi solidement organisées.*[…] *Les entreprises frauduleuses mènent le plus souvent des stratégies préventives visant à égarer les contrôles.*[…] *97% des entreprises frauduleuses sont des récidivistes au sens où elles ont été condamnées au moins deux fois.*[…] *Aujourd'hui, les conduites délictueuses concernent de plus en plus la manipulation du public au moyen de la publicité.*[…] *D'une manière générale, la politique des entreprises consiste à soutenir la loi officiellement et à l'enfreindre dans le secret des conseils d'administration*». Pour Sutherland la criminalité des élites est beaucoup plus dommageable pour la collectivité que la délinquance classique, car elle engendre «*la désorganisation de la société et sape la morale sociale*».

L'ouvrage de Sutherland sera en partie victime de la censure car de nombreuses entreprises délinquantes sont citées nominalement et son éditeur redoute des procès ; de plus, plusieurs d'entre elles sont des bailleurs de fonds de son université… Il faudra attendre 1983 pour que l'étude soit publiée dans son intégralité[3].

Aujourd'hui encore, la duplicité des classes dominantes est presque toujours sous-estimée. Ainsi, le 24 octobre dernier, l'économiste Jacques Généreux, ancien membre du Parti Socialiste et aujourd'hui cofondateur du Parti de Gauche avec Jean-Luc Mélenchon, accordait une interview au quotidien en ligne *Médiapart*. Critiquant vivement la politique économique du présent gouvernement, il déclarait • • •

«En suivant la trace d'assassins, j'ai souvent côtoyé les salons de la finance internationale et les cabinets capitonnés du pouvoir, des premiers ministres, ministres et sénateurs.»

Roberto Scarpinato

dans *Le dernier des juges* (entretien avec Anna Rizzelo), éd. La contre allée (2011). Procureur général de Palerme, R. Scarpinato a été surnommé "le dernier des juges" après l'assassinat par la mafia de ses deux collègues et amis, les juges Falcone et Borsellino. Il vit depuis 20 ans sous haute protection policière.

notamment : «*La politique de l'offre menée actuellement ne peut pas relancer la machine en période de stagnation. Les entreprises amélioreront leur rentabilité mais n'investiront pas. Sur quel marché pourraient-elles investir dans une économie en panne ?*». Cela semble évidemment du bon sens. Pourtant, lorsque le journaliste s'interroge sur les raisons qui poussent le gouvernement socialiste à s'obstiner dans une politique qui a échoué partout ailleurs, particulièrement en Grèce et au Portugal, Généreux déclare «*Nos dirigeants actuels sont des imbéciles heureux qui croient sincèrement au succès de leur politique*». Ce qui n'explique rien et crédite même nos décideurs d'une forme de sincérité. Quelques jours plus tard, le 29 octobre, Susan George, grande figure de l'altermondialisme et présidente d'honneur de l'association ATTAC-France est invitée sur *France Culture*, dans le cadre de l'émission de la mi-journée *La grande table*, à présenter son dernier ouvrage, *Les usurpateurs*[4], qui décrit la montée en puissance du pouvoir des multinationales face aux pouvoirs politiques élus. À la question «*Mais pourquoi les États se laissent-ils déposséder aussi facilement de leurs prérogatives essentielles ?*», Susan George répond «*Je ne sais pas, probablement pensent-il qu'il n'y a pas d'alternative*». Ici encore l'auditeur reste sur ses interrogations. Ces deux cas sont particulièrement représentatifs d'une incapacité à aller jusqu'au bout de ses propres raisonnements. Ces deux intellectuels, pourtant largement engagés dans la lutte contre le système dominant, semblent comme tétanisés face aux conclusions qui s'imposent… Les faits sont pourtant d'une évidence impitoyable et se résument en une phrase : pour la première fois dans l'histoire connue de l'humanité, l'économique a dévoré le politique. Ce danger mortel, celui de l'argent-roi, de l'argent fou, de la spéculation incontrôlable, que dénonçaient déjà Platon, Aristote, St Thomas d'Aquin, constitue la réalité d'aujourd'hui. Pour parler comme le sociologue Pierre Bourdieu, le champ économique qui, dans les sociétés traditionnelles avait été contenu dans de strictes limites, a fusionné avec le champ politique, ce dernier n'étant plus que l'instrument de la mise en œuvre pratique des doctrines néo-libérales, servi par un personnel politique composé de courtisans totalement acquis à l'oligarchie économico-financière qui leur a permis de se faire élire.

Lorsque les principaux décideurs de la planète passent alternativement du secteur privé au secteur public et vice-versa et, pour une fraction non négligeable d'entre eux, tissent aussi des liens avec les grandes mafias du monde (italienne, russe, chinoise) les pratiques les plus délictueuses (violences en tous genres, trafic d'influence, conflits d'intérêt, blanchiment d'argent dans les paradis fiscaux) deviennent endémiques et incontrôlables.

Au-delà d'une façade démocratique, l'État est au service de l'avidité d'une classe parasitaire.

ÉDIFIANTES BIOGRAPHIES

Les liens étroits de la classe politique avec les milieux d'affaires, les pratiques douteuses et les conflits d'intérêts qui en découlent sautent aux yeux lorsque l'on se penche sur la biographie de quelques membres de l'actuel gouvernement[5] :

•M. Macron, ministre de l'économie et grand chantre de la réduction des déficits et des politiques d'austérité, était depuis 2008 banquier d'affaires dans la banque Rothschild. En 2010, il est promu associé auprès de la banque. Début 2012, il pilote une des plus grosses négociations de l'année : le rachat par Nestlé d'une filiale du groupe Pfizer. Entre sa nomination comme associé gérant et son retour aux affaires publiques, il déclare lui-même avoir gagné 2 millions d'euros. Il n'y a ici rien d'illégal, simplement les liens du ministre avec la haute finance sont avérés. Mais le journal en ligne *Médiapart* publie le 28 novembre un article de Laurent Mauduit intitulé *La scandaleuse privatisation de l'aéroport de Toulouse*. Selon les informations de *Médiapart* M. Macron s'apprête à privatiser cet aéroport en cédant les parts de l'État (60%), au terme d'un appel d'offres dont le déroulement suscite bien des interrogations, à un tandem sulfureux. D'une part, le groupe chinois Symbiose, immatriculé dans un paradis fiscal (les Iles Vierges Britanniques), et propriété d'un dénommé Poon Ho Man, oligarque chinois au passé plus que douteux et d'une certaine Christina, sa compagne. D'autre part, un consortium canadien *SNC Lavalin Inc,* radié pour 10 ans par la Banque Mondiale (une procédure rarissime !) pour «*fausses déclarations et tentative de corruption dans le cadre d'un appel d'offres portant sur des contrats financés par la Banque*». L'État français, par l'intermédiaire de son ministre des Finances, accepte donc sans réticence de traiter avec des sociétés qui échappent à l'impôt et enfreignent les lois…

•M. F. Rebsamen, ministre du travail et grand pourfendeur de ces chômeurs qui se gobergent avec l'argent public, fut maire de Dijon dès 2001 et se trouve de surcroît avoir été administrateur de la banque Dexia en 2007 et 2008. Il démissionne en octobre 2008, quelques jours avant l'annonce de la faillite de cet établissement et… alors que *Le Canard Enchaîné* révèle qu'il a touché 20.000 euros de jetons de présence pour 2007. Le renflouement de la banque coûtera 6,4 milliards aux contribuables belges, français et luxembourgeois. De quoi indemniser quelques chômeurs…

•Avec M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, nous allons voir comment de curieuses "*coïncidences*" favorisent souvent les plus fortunés. En 1981, il est nommé ministre du budget, et c'est à ce titre qu'il instaure le fameux "*Impôt sur les grande for-*

tunes". Or, étrangement, les œuvres d'art sont exclues de l'assiette de recouvrement de cet impôt… et, comme le hasard fait bien les choses, il se trouve que la famille Fabius a bâti sa fortune sur le commerce des œuvres d'art… En 2011, 400 pièces appartenant à la galerie *Fabius frères* ont été vendues aux enchères pour la modique somme de 9,6 millions d'euros, avec 4 records du monde pour la vente de sculptures du XIXème siècle.

Que l'on comprenne bien. Dans cette opération, la famille Fabius sauvegarde, bien sûr, ses propres intérêts, mais aussi, et peut-être surtout, elle protège les intérêts de sa clientèle et de l'ensemble de sa classe sociale. C'est ainsi que de nombreux oligarques se sont soudain sentis transcendés par l'amour de l'art : François Pinault, qui a finalement installé sa fondation dans un magnifique palais vénitien (sa collection comprendrait entre 3.000 et 4.000 œuvres selon *Le Nouvel Observateur* du 20/10/2014) ; Bernard Arnault, qui vient de s'offrir un joli musée à Paris (la *Fondation Louis Vuitton*) avec quelques sous qu'il n'avait pas expédiés vers les paradis fiscaux… Apparaître comme un mécène protecteur des arts et des artistes est aussi un gain appréciable en termes d'image et de "capital symbolique". François Hollande et l'oligarque Bernard Arnault inaugurant, main dans la main, le nouveau musée, est une image hautement significative… Par ces "dons" à la collectivité, les dominants traduisent «*leur supériorité politique, sociale et économique, et concrétisent leur supériorité naturelle et leur droit subjectif à commander.*»[6]

•La lecture du *Canard Enchaîné* peut s'avérer fort instructive, notamment en ce qui concerne Mme Marisol Touraine, ministre de la santé. Dans sa livraison du 8/8/2012 le palmipède publie un article intitulé *La ministre soigne la santé d'un labo*. Il est tout d'abord précisé que M. Touraine a longtemps appartenu au club *Avenir de la santé*, un groupe de pression financé par le laboratoire GlaxoSmithKline, le n°2 du secteur, ce qui n'est pas précisément un signe d'indépendance et d'impartialité. Mais surtout, l'article décortique de quelle manière la ministre a fait déclassifier par la Sécurité Sociale, et sans raison convaincante, un médicament bon marché (50 euros la dose) produit par le laboratoire Roche et utilisé contre une maladie de la rétine, au profit d'un autre produit beaucoup plus onéreux (800 euros la dose) et commercialisé par le laboratoire Suisse Novartis… Mais, chose amusante, Roche n'est pas trop triste car les deux laboratoires sont liés, notamment par leur filiale commune Genetech, chacun participe ainsi aux bonnes fortunes de l'autre !

La médecine moderne fait des miracles et la santé du groupe est florissante…

LE VERROU DE BERCY

Revenons maintenant sur l'affaire Cahuzac. Ce qui est ici significatif ce n'est pas seulement la corruption d'un membre important du gouvernement, c'est le fait que M. Cahuzac ait été ministre du Budget, celui qui précisément est chargé de la lutte contre la fraude fiscale, celui qui tient entre ses mains le fameux "*Verrou de Bercy*" : il faut savoir que lorsque l'administration fiscale souhaite engager des poursuites pour une infraction financière, elle doit préalablement obtenir l'accord du ministre du budget avant de transmettre l'affaire à la justice. C'est ce que l'on nomme familièrement le "*Verrou de Bercy*" et qui permet, on s'en doute, quelques "petits arrangements entre amis".

ACCORDS EUROPÉENS

Ces juteuses connivences, on les retrouve, bien sûr, en dehors de nos frontières et tout particulièrement au grand-duché du Luxembourg. Le 5 novembre, puis le 10 décembre derniers, quarante grands journaux, du *Monde* au *New York Time*, publiaient une liste de plus de 500 grandes entreprises (Ikéa, Amazone, Apple, Pepsi, Eurodisney….) ayant conclu avec le fisc Luxembourgeois des accords «*qui ont permis à ces multinationales de s'épargner de payer des centaines de millions d'euros d'impôts, très souvent grâce à la création de coquilles vides au Luxembourg ou au prix d'acrobaties comptables étonnantes, avec le blanc-seing de ses plus hautes autorités*». La grande majorité de ces "cadeaux" a été négociée dans la période 2008-2010 entre Marius Kohl, responsable du fameux "Bureau 6" de l'administration fiscale du grand-duché, lieu mythique où ont été validés des milliers d'accords secrets, et les quatre grands cabinets de conseil (Ernst and Young (EY), Pricewaterhouse Coopers, Deloitte, KPMG) qui mettent ainsi leurs compétences au service de la fraude et du contournement des lois[7]. Tout cela n'a pas empêché M. Juncker qui, faut-il le rappeler, fut Premier ministre du Luxembourg pendant 18 ans (de 1995 à 2013) et ministre des finances durant 6 ans (de 1989 à 1995), d'être nommé Président de la Commission Européenne…

Jean-Claude Junker, qui occupa pendant 24 ans un poste de premier plan à la direction d'un des plus importants paradis fiscaux du monde, nommé à la tête de la Commission Européenne, quel symbole !

LA CITY DE LONDRES

Traversons maintenant la Manche en compagnie de Marc Roche qui fut pendant 25 ans correspondant du journal *Le Monde* dans la City de Londres[8].

La presse a tout dit sur cette place financière, l'argent roi, les traders fous qui se déchaînent… Mais cela n'est que l'écume superficielle qui couronne une vague bien plus puissante, profonde et terrifiante.

La City est le lieu paradigmatique de l'infiltration de la finance et des pratiques mafieuses jusqu'au cœur de l'État et, selon Marc Roche, «*Tony Blair est l'exemple vivant de ces rapports toxiques entre le monde politique et les milieux d'affaires* […] *L'ancien Premier ministre travailliste (!) est aujourd'hui à la tête d'une fortune d'au moins 150 millions d'euros, voire le double. Il symbolise, jusqu'à la caricature, cette attraction fatale entre finance et politique qui pose d'immenses problèmes d'éthique et de*

conflits d'intérêts». Pour Tony Blair, tout a commencé deux ans après son départ du 10 Downing Street, lorsqu'il fonde le cabinet de conseil dénommé *Tony Blair Associate* visant ainsi à exploiter son entregent et un carnet d'adresses considérable. Il va aussi utiliser la mission de médiation au Proche-Orient qui lui a été confiée par l'ONU, les États-Unis, la Russie et l'UE pour favoriser ses propres affaires. Peu regardant sur les principes élémentaires de l'éthique, le cabinet va soutenir et conseiller le Kazakhstan, le Qatar, le Koweït, la Colombie, le Rwanda ou encore des groupes opaques qui contrôlent le marché planétaire des matières premières, par exemple la société helvétique Glencore[9]. La ruée vers la finance concerne aussi un autre membre du Parti Travailliste : Lord Mendelson. Ex-numéro deux du gouvernement travailliste de Gordon Brown (2007-2010) et ancien Commissaire européen au commerce, il dirige actuellement la section internationale de la Banque d'affaires Lazard. Mais il siège aussi au conseil d'administration de Sistema, le plus gros groupe industriel et financier russe, coté en Bourse, dont le propriétaire et fondateur, Vladimir Yevtushenkov, est accusé par la justice américaine d'avoir des liens étroits avec la maffia russe. Cela ne semble guère gêner ce pair du royaume qui est aussi un proche conseiller d'un autre oligarque russe, le sulfureux roi du nickel, Oleg Deripaska[8].

La "russian connexion" au Royaume-Uni c'est aussi le milliardaire Roman Abramovitch qui, en 2003, s'achète le *Chelsea Football Club* pour la bagatelle de 140 millions de Livres (environ 180 millions d'euros au cours actuel), l'une des équipes phares de Grande-Bretagne, sans que les autorités britanniques ne s'inquiètent le moins du monde de l'origine des fonds.

En novembre 2011 se déroule, devant la Haute Cour de Londres, un retentissant procès intenté contre Abramovitch par son ancien associé, Boris Berezovski. Marc Roche, qui couvre les débats pour son journal, en ressort comme halluciné : «*Devant la Haute Cour, il fut question de croisières à bord de super yachts dans les Antilles, de manoirs des Mille et Une Nuits en France, de contrats mirobolants écrits sur des serviettes en papiers, de tentatives d'assassinats par des gangsters tchétchènes, de milliards de dollars blanchis dans des places off-shore, de sociétés écrans, de connivence politiques*». Finalement débouté, Berezovski fut retrouvé quelque temps plus tard pendu dans son domicile londonien… L'issue du procès n'est probablement pas étrangère à la puissance du réseau d'influence que *Roman le Magnifique* a su tisser au Royaume-Uni, parvenant même à s'attacher les services de sir Michael Peat, l'ancien directeur de cabinet du prince Charles. M.Roche considère que «*cette Russian Connexion a pesé lourd sur la politique du Foreign Office visant à limiter la portée des sanctions européennes contre la Russie lors de l'annexion de la Crimée*»[8]. Nous avons ici un cas d'école : comment la finance mafieuse influence la géopolitique des États…

UN DÉLIRE COLLECTIF

Cette énumération de pratiques illégales fort diverses peut sembler hétéroclite, pourtant il n'en est rien. Tous les cas cités ici constituent une infime fraction d'une immense toile, d'un réseau de forces qui enserre nos sociétés et n'a qu'un seul but : contourner la légalité, infiltrer les États, instaurer le règne de la loi du plus fort ou, pourrait-on dire, du plus fou. Il s'agit bien d'une forme de délire collectif car lorsque les pratiques les plus délictueuses se déroulent avec la bénédiction des États censés être les garants suprêmes de la légalité, les références se brouillent, les frontières entre licite et illicite perdent leur sens.

Le monde est alors livré à l'avidité, l'égoïsme, la soif de pouvoir, toutes ces perversions de l'esprit que le philosophe Spinoza qualifiait de «*passions tristes*».

On mesure ainsi l'irresponsabilité de cette oligarchie parasitaire, des élites dirigeantes qui ont volontairement organisé une société du pillage : pillage des ressources de la planète, pillage des pays du sud les plus faibles, pillage des forces physiques et intellectuelles du plus grand nombre. Un immense gâchis.

Pourtant une certitude est acquise : il n'est pas d'exemple dans l'Histoire qu'une société livrée à l'arbitraire puisse être pérenne. Il est probablement trop tard pour stopper la course à l'abîme, et il nous faut apprendre à vivre aujourd'hui et maintenant avec cette perspective qui nous semble impossible mais qui s'affirme chaque jour un peu plus. Il est vrai que l'humanité a subi d'innombrables crises et soubresauts qui n'ont pas signifié pour autant la fin de notre espèce, mais aujourd'hui l'effondrement qui se profile est planétaire et là, nous entrons dans l'inconnu. Un sursaut est-il possible ? Serons-nous capables de maîtriser un système de domination devenu fou, alors que ses comportements imprègnent nos vies et jusqu'aux organisations qui prétendent le combattre ? Saurons-nous définir un corpus de valeurs assez fortes pour balayer des dogmes tellement ancrés dans nos esprits et nos corps qu'ils constituent un "impensé" inaccessible à toute discussion ?

Bernard BLAVETTE

Références.

1. E.Ferri, *Sociologie criminelle*. Cet ouvrage connut un immense succès, réédité à cinq reprises et traduit en six langues. Il est cité par Pierre Lascoumes et Carla Nagels dans *Sociologie des élites délinquantes – De la criminalité en col blanc à la corruption politique* éd. A.Collin, coll. U, (2014). Remarquer le dessin en couverture qui résume magistralement la substance de ce texte.
2. Citons la famille Carnegie dont la fortune a pour origine la production d'acier. L'encyclopédie en ligne Wikipédia dénombre une trentaine de "R*obber barons*" appartenant aux différents secteurs industriels et bancaires. On remarquera que ces "dynasties" sont souvent à l'origine de fondations à buts humanitaires (c'est le cas des Rockefeller et des Carnegie) comme pour faire oublier toute la violence de leurs pratiques.
3. Pour un compte rendu plus détaillé, voir la référence 1.
4. Susan George, *Les usurpateurs*, éd. du Seuil (2014).
5. On peut pour cela consulter tout simplement Wikipédia.
6. B.Hibou, *Anatomie politique de la domination*, éd. La Découverte, (2011).
7. LuxLeaks, *Le scandale a des années de retard* par Dan Israel, Médiapart.
8. Marc Roche relate ses souvenirs dans *Les Banksters*, éd. A.Michel (2014).
9. Pour un aperçu des agissements de Glencore voir notamment Bernard Blavette *Le secteur minier en accusation. II Paradis miniers, GR* 1150.

Après l'article de BENJAMIN publié dans GR1142, intitulé De gauche ou socialiste ?, GUY EVRARD tente ici d'éclairer le sujet, en particulier par rapport à la question centrale de la remise en cause du capitalisme :

La "gauche" et le capitalisme aujourd'hui en France
1. Le poids de l'histoire

La politique économique et sociale conduite par François Hollande, élu président de la République en 2012 grâce au vote majoritaire d'un "peuple de gauche", alimente un légitime questionnement sur ce que recouvre l'étiquette "de gauche" aujourd'hui en France. Tant cette politique, allant de reniement en reniement des promesses de la campagne électorale, sous la pression conjuguée du patronat, de la finance internationale et de l'Union européenne, s'apparente à une politique ouvertement de droite, au prétexte d'équilibres budgétaires discutables.

La défiance largement partagée par les Français envers la représentation politique peut conduire au repli sur soi, à ne plus voter, et pour ceux que la vie sociale continue néanmoins de mobiliser, à limiter leur engagement dans le seul cadre associatif ou lors de mouvements populaires spontanés. Quoi qu'il en soit, de plus en plus de nos concitoyens tendent à s'écarter des structures institutionnelles de la démocratie représentative, considérant qu'il n'est tenu aucun compte de leurs attentes dans la conduite des affaires du pays par une "élite" professionnelle de la politique. Le pouvoir se trouve ainsi phagocyté au profit d'une classe dominante, largement minoritaire en nombre mais qui détient l'essentiel des richesses et impose sa vision égoïste du monde. Un air d'ancien régime. L'éloignement progressif et organisé des centres de décision ne peut évidemment que renforcer cette perception lucide de la situation : «*En France, le mécanisme de confiscation démocratique par l'Union européenne s'est parfaitement emboîté avec la monarchie présidentielle qui déjà expulsait largement le peuple de la décision commune*» constate Jean-Luc Mélenchon[1]. Le dangereux amalgame du «*tous pourris !*» guette alors les plus versatiles politiquement, qui ne voient guère de différence lors de l'alternance au pouvoir des partis dits «*de gouvernement*», ces derniers les renvoyant invariablement à TINA = *There is no alternative*, slogan attribué à Margaret Thatcher signifiant «*Il n'y a pas d'autre choix*».

Cela ne veut pas dire pour autant que toute citoyenneté soit éteinte. Au-delà de la diversité des opinions, et sans doute des détournements de la pensée logique (de la raison) sous la pression permanente des médias dominants, il subsiste, en germe chez beaucoup d'entre nous, l'idée d'une république sociale que des grands moments de l'histoire de notre peuple ont semée au fil des générations et qui ne demande qu'à grandir à nouveau. C'est peut-être cette idée-là qui constitue le plus petit (ou le plus grand) dénominateur commun du "peuple de gauche". Mais il faut s'en convaincre !

Quelles valeurs et symboles de gauche aujourd'hui pour les citoyens ?

La question taraude les acteurs politiques de gauche, du moins ceux qui n'entendent pas laisser détourner le qualificatif "de gauche" de la perception populaire acquise au cours des luttes politiques et sociales du 20ème siècle, mais dont l'histoire débute en 1789, comme nous le verrons plus loin.

• Un sondage IFOP commandé par le quotidien *l'Humanité*[2] et publié en septembre 2014, à l'occasion de la fête du journal, tente de répondre. Lorsque la question «*Qu'est-ce qu'être de gauche?*» est posée à des personnes qui se disent de gauche, sans suggestion de réponses, les termes égalité, solidarité, partage... reviennent souvent. Les réponses commencent aussi fréquemment par «*plus de...* [social, justice, droits...]», comme l'illustre le nuage ci-dessous. Les termes capitalisme, socialisme, humanisme, peuple..., marqueurs d'une approche politique plus militante, sont présents mais nettement moins spontanés.

Qu'est-ce qu'être de gauche aujourd'hui ? IFOP L'Humanité[2]

Sur des questions ciblées, une large majorité des personnes de gauche considère que «*la gauche peut, si elle le veut, défendre ses idées et ses principes sans se renier quand elle est au pouvoir*» (71%) et qu'«*il existe toujours des différences nettes entre la droite et la gauche*» (62%). La conviction faiblit cependant sur la capacité de la gauche à appliquer ses idées aux questions économiques (43%).

Sur une longue série de mots ou d'expressions (que l'on ne peut tous citer ici - se reporter aux liens en référence) sensés figurer au répertoire de l'action politique, économique et sociale, on demande de formuler un avis «*très positif, assez positif, assez négatif, ou très négatif*». L'ensemble des Français, mais plus encore les personnes de gauche, plébiscitent (à plus de 70-80%) les valeurs républicaines : la liberté, la solidari- • • •

té, l'égalité, la laïcité... Les services publics font également partie du patrimoine collectif, mais là aussi davantage chez les gens de gauche (66%) que pour l'ensemble des Français (59%). Le socialisme est bien sûr apprécié plus favorablement à gauche (61%) que par l'ensemble des Français (35%).

Si l'on retient uniquement les jugements extrêmes *«très positif»* et *«très négatif»* chez les personnes de gauche, qui traduisent évidemment des convictions bien affirmées, les valeurs républicaines traditionnelles restent les plus revendiquées. Celles qui caractérisent le cadre économique et social actuel, propres au capitalisme, sont les premières rejetées, toutefois à des taux nettement inférieurs. Le communisme n'est pas bien vu non plus. Voici les deux tableaux :

Ensemble des personnes de gauche	
Récapitulatif « Très négatif »	% de citations
1. L'austérité	31
2. Le capitalisme	27
3. La finance	26
4. La mondialisation	24
5. Le communisme	21
6. L'impôt	20

Ensemble des personnes de gauche	
Récapitulatif « Très positif »	% de citations
1. La liberté	51
2. La solidarité	46
3. L'égalité	46
4. La laïcité	43
5. Le mérite	33
6. Le travail	32

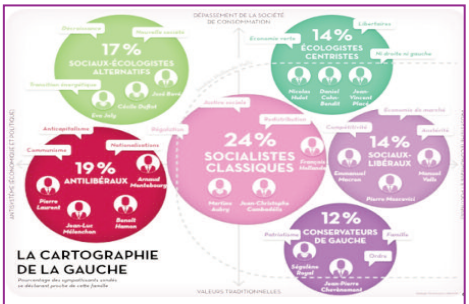
IFOP - L'Humanité[2]

On peut retenir encore, parmi les données du sondage, qu'une meilleure répartition des richesses est évidemment largement revendiquée à gauche, où l'on se plaint que les valeurs de la République (liberté, égalité, fraternité) ne sont pas *«bien appliquées»* en France. Les mouvements sociaux restent aussi plus populaires à gauche, sans majorité (48%), que dans l'ensemble de la population (34%).

L'Humanité conclut légitimement que le discours convenu selon lequel l'alternance au pouvoir entre l'UMP et le PS aurait fini de gommer les différences gauche-droite, nous amenant à *"La fin de l'histoire"*[3], tient davantage de la pression idéologique médiatique que d'une résignation avérée des citoyens de gauche. Le sondeur commente d'ailleurs : *«Il existe un univers de références, de valeurs spécifiques à la gauche»*. Une gauche qui reste majoritairement convaincue qu'une autre politique est possible. Cependant, la référence explicite au capitalisme ne semble pouvoir motiver les réponses que d'une minorité des personnes de gauche interrogées, celles qui aspirent certainement à un réel changement de système économique et social. Au-delà d'un socle commun, le "peuple de gauche" n'est pas une entité homogène.

• Le quotidien *Libération*[4], s'appuyant sur un autre sondage réalisé par *Viavoice* en octobre 2014 parmi les sympathisants de gauche, scrute justement les distinctions au sein de la gauche, dans un article intitulé *Le peuple de gauche, une famille décomposée*. L'analyse reprend la grille de lecture *«du suivi idéologique, politique et social des gauches en France»* pratiquée par les deux partenaires depuis quinze ans, la précédente édition datant de 2011, donc un an avant l'élection présidentielle. On ne peut entrer, ici encore, dans les détails de l'enquête et de l'analyse (se reporter aux liens en référence). Dans un premier sous-chapitre *2014 : le réveil de la guerre des gauches*, l'institut de sondage résume : *«en 2011 (...) était apparue une convergence des familles de la gauche autour de valeurs communes fortes* [qui] *avaient autorisé la victoire présidentielle de 2012. Aujourd'hui, c'est une nette fragmentation qui apparait autour de six familles de gauche»*. Face au refus du chef de l'État de renoncer à sa politique économique et sociale d'inspiration ouvertement libérale, caractérisée par une austérité croissante, au prétexte de réduire le chômage, sans le moindre résultat, sinon d'augmenter la précarité et la misère.

L'examen de la cartographie ci-après montre que l'anticapitalisme déclaré rassemblerait 19% des personnes interrogées (les antilibéraux) et une analyse critique du capitalisme peut-être jusqu'à 36% (en ajoutant les sociaux-écologistes alternatifs). Ces données sont cohérentes avec les 27% de personnes de gauche qui jugent le capitalisme "très négatif" dans le sondage précédent (voir tableau).



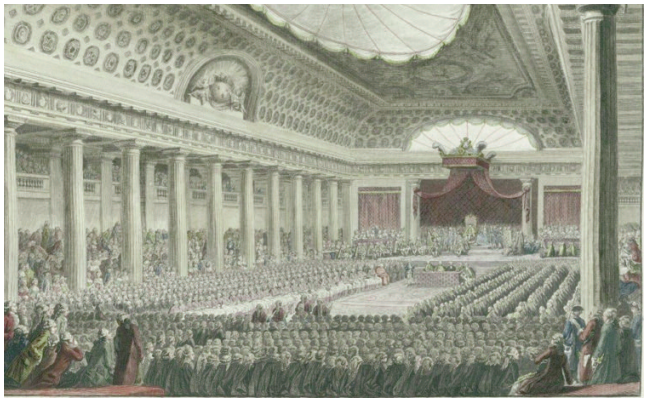
Viavoice - Libération[4]

Dans l'éparpillement du "peuple de gauche", nous retenons cependant la persistance de quelques points forts unificateurs mis en évidence par l'enquête. Parmi des mots ou expressions repères de notre société, mêlant les aspects économiques et sociaux à d'autres considérations plus sociétales ou de politique générale, la justice sociale est la première valeur de référence (32%) et l'accroissement des inégalités le plus insupportable (36%). La reconnaissance de l'existence de classes sociales en France fait la quasi unanimité (94%), de même que l'idée de *«faire payer les entreprises qui licencient en faisant des bénéfices»* (93%). Une très forte majorité (86%) considère que *«Nous vivons dans une démocratie où en réalité le pouvoir est aux mains d'un petit groupe de personnes»*. Mais la question perfide associant sans discussion baisse des impôts et baisse des dépenses consacrées aux services publics, si elle laisse plus circonspect, trouve pourtant 61% de réponses favorables. La gauche, dans sa diversité, est aussi paradoxale !

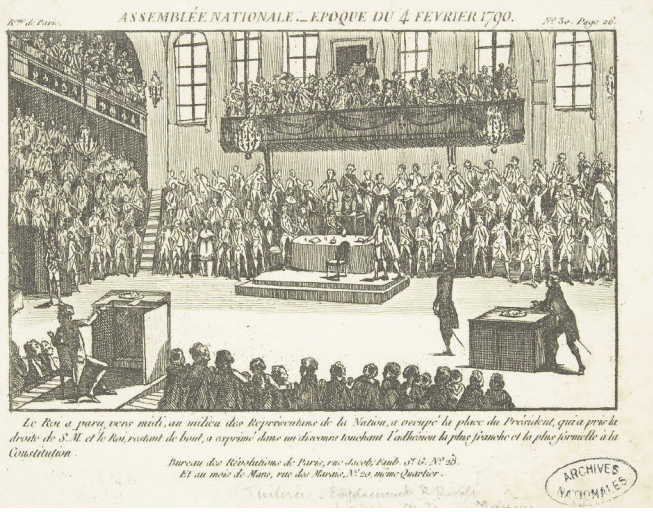
• Enfin, dernier sondage traduisant un aspect inquiétant de l'évolution de notre société qui s'enfonce dans la crise, la note de synthèse à l'issue de la dernière enquête du CRÉDOC[5], en septembre 2014, titre: *En 2014, le soutien à l'État-Providence vacille*. Elle résume : *«Historiquement et par rapport à de nombreux pays d'Europe, l'opinion publique française s'est toujours montrée plutôt compréhensive par rapport aux personnes vivant en situation de pauvreté. L'enquête "Conditions de vie et aspirations" du CREDOC, qui suit les inflexions du corps social chaque année depuis 35 ans, montre que depuis 2008, l'opinion porte un regard plus sévère sur les chômeurs ou les bénéficiaires de minima sociaux. Nos concitoyens sont de plus en plus nombreux à craindre les effets déresponsabilisants des politiques sociales, à tel point que le soutien à l'État-Providence vacille. Cette situation est atypique car, habituellement, en temps de crise, l'opinion attend généralement davantage d'intervention de la part des pouvoirs publics en direction des plus démunis»*. En effet, alors qu'une grande majorité des Français (71%) souhaitaient une meilleure redistribution des richesses en 2012, ils ne sont plus que 55% en 2014.
Comment s'en étonner ? À force d'affaiblir les services publics et de grignoter les mesures de redistribution sociale, on finit par convaincre les citoyens que l'État n'a plus les moyens de venir en aide aux plus faibles, par culpabiliser ces derniers et par rendre les autres plus individualistes. Faisant croire ainsi à tout le monde que l'État-providence n'existe plus et qu'il appartient à chacun d'aller de l'avant et de s'assurer contre les accidents de la vie ou de se laisser enfoncer dans la misère. Et la boucle est bouclée !

Être à gauche dans l'histoire

Il est évidemment hautement symbolique que la gauche trouve son origine à la Révolution française[6]. L'Assemblée nationale ayant adopté la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* le 26 août 1789, les députés discutent alors du "droit de veto" à accorder ou non au roi. On rapporte que les députés hostiles au veto royal (Robespierre...) se regroupèrent à gauche du président de séance et les partisans du veto (Mirabeau...) à sa droite. Cette pratique ne sera pourtant pas entérinée dans l'immédiat, puisqu'après la proclamation de la République, le 22 septembre 1792, les députés les plus proches des sans-culottes s'installent vers le haut des travées, ce sont les "Montagnards", près des tribunes où les révolutionnaires parisiens assistent aux débats de l'Assemblée. Les modérés occupent les travées du bas, formant la "Plaine" ou le "Marais".
En fait, même si la position dans l'hémicycle des assemblées élues est maintenant acquise depuis longtemps, "la gauche" ne s'est désignée ainsi qu'au cours de la seconde moitié du 20ème siècle, avec l'élection du président de la République au suffrage universel, qui a entraîné la dichotomie droite-gauche. On se disait "patriote" en 1789, "libéral" au début du 19ème siècle, "démocrate-socialiste" en 1848, du "parti républicain" dans la seconde moitié du 19ème siècle et "dreyfusard" à la fin du siècle. Dans les années 1930, on est "antifasciste" et par ailleurs communiste, socialiste, radical ou anarchiste. Puis on commence à parler "des gauches" et quand on veut rassembler on ne parle pas encore "d'union de la gauche" mais de "concentration républicaine" ou de "cartel des gauches".
Longtemps le mouvement ouvrier ne se reconnait pas dans cette gauche qui s'inscrit dans le système politique "bourgeois". Ainsi l'anarchisme, le syndicalisme révolutionnaire et le marxisme de Paul Lafargue (gendre de Marx) et de Jules Guesde restent-ils en dehors. *«C'est Jaurès qui pousse à raccorder, sans les confondre, l'idéal socialiste et l'idéal républicain»*[6]. Une démarche que reprendra Maurice Thorez au moment du Front Populaire. Dans la période 1927-1933, le PCF refusait l'alternative entre droite et gauche, mettant en avant celle entre capitalisme et communisme ou entre capital et travail. Plus tard, au moment de la guerre froide, pour les socialistes *«le PCF n'est pas à gauche mais à l'Est»* et pour le PCF *«la SFIO* [le parti socialiste de l'époque] *n'est pas à gauche mais dans le parti américain»*.



L'Assemblée nationale réunie à Versailles, salle de l'hôtel des Menus plaisirs, jusqu'en septembre 1789



L'Assemblée nationale réunie salle du Manège, aux Tuileries, à Paris, à partir d'octobre 1789

L'essai du philosophe Jean-Claude Michéa[7], que Benjamin[8] a analysé précédemment pour la *GR*, reprend l'historique de la gauche, éclairant ainsi ses contradictions d'aujourd'hui. Il nous fait d'abord remarquer *«que ni Marx, ni Engels (pas plus, d'ailleurs, que les autres grandes figures fondatrices du mouvement socialiste) n'ont jamais songé (…) à se définir comme des hommes de gauche»*. Comme on l'a vu, les termes droite et gauche sont nés en 1789 et sont restés dans le jargon parlementaire jusqu'au milieu du 20ème siècle. La droite désignait l'ensemble des partis représentant les intérêts de l'ancienne aristocratie terrienne et de la hiérarchie catholique, tandis que la gauche constituait le point de ralliement politique de la classe moyenne, depuis la grande bourgeoisie industrielle et libérale, jusqu'à la petite bourgeoisie républicaine et radicale, alors encore très marquée par la tradition jacobine. La gauche encouragera le progrès technique, se réclamant de l'idéal des Lumières, et œuvrera à la mise en place du capitalisme, à partir de la première révolution industrielle (à la transition des 18ème et 19ème siècles). Il est utile de rappeler que cette gauche-là fut à l'origine des répressions les plus sanglantes du mouvement ouvrier au 19ème siècle, lors des journées de juin 1848 (Louis-Eugène Cavaignac), et contre la Commune de Paris au printemps 1871 (Adolphe Thiers). Le mouvement ouvrier socialiste devait ainsi maintenir sa contestation à la fois de la domination monarchiste et cléricale et de celle du capital de la jeune gauche libérale et républicaine (Benjamin Constant...). Une position que les syndicalistes révolutionnaires tiendront jusqu'à la guerre de 1914-18.

À la fin du 19ème siècle, dans la France aux prises avec l'affaire Dreyfus et devant la menace d'un coup d'État de la droite monarchiste et cléricale, les organisations socialistes représentées au Parlement (à l'exception, donc, des syndicats révolutionnaires) allaient finalement accepter de négocier un compromis dit de "défense républicaine" avec leurs adversaires de la gauche parlementaire. C'est ce compromis, provisoire au départ, *«qui constitue non seulement le véritable acte de naissance de la gauche moderne, mais également (…) l'un des points d'accélération majeurs de ce long processus historique qui allait peu à peu conduire à dissoudre la spécificité originelle du socialisme ouvrier et populaire dans (…) "le camp du progrès"»*. Pour comprendre les contradictions et les conséquences à venir de ce rapprochement, il faut bien mesurer que Thiers, en écrasant la Commune de Paris, prétendait *«rassurer les municipalités de gauche des grandes villes qui redoutaient une restauration monarchique»*. Aux obsèques de Thiers, le 6 septembre 1877, la gauche parisienne défilait d'ailleurs en nombre (un million de personnes selon Jules Ferry) derrière Victor Hugo et Léon Gambetta. Émile Zola ne fut pas en reste en proclamant *«une dernière fois son admiration inconditionnelle pour l'œuvre de ce "chef avoué du centre-gauche", en qui il voyait l'un des "enfants de 1789"»*. La nouvelle "gauche socialiste" jugera longtemps le capitalisme comme *«un système fondamentalement conservateur et réactionnaire»*, vivant mal son intégration dans la gauche bourgeoise et républicaine (Georges Clemenceau...). On rappellera encore que Clemenceau ordonna la répression, faisant des victimes, de la manifestation ouvrière du 1er mai 1891 à Fourmies qui revendiquait pacifiquement la journée de huit heures. Il envoya également la troupe contre les mineurs en grève après la catastrophe de Courrières, en 1906.

Depuis l'affaire Dreyfus, cette gauche a pu contribuer à de grandes avancées sociales, notamment lorsque le parti communiste lui apporte son soutien, que l'on songe aux conquêtes de 1936 et 1945. Sans oublier pourtant que Jules Moch, alors ministre de l'intérieur SFIO (l'ancien parti socialiste), réprimera violemment les grèves prétendues insurrectionnelles de 1947 et 1948. En se ralliant au libéralisme politique, économique et culturel depuis les années 1970-1980, elle se distingue maintenant parfois difficilement de la droite, libérale, républicaine et non plus monarchiste et cléricale. En fait, comme l'analyse le philosophe Alain Badiou[9], *«Cette gauche reposait sur un consensus fondamental (…) : il n'était pas question de bouleverser l'ordre existant, dont le capitalisme impérial était la clef. C'est la raison pour laquelle le Parti communiste ne s'est pas considéré comme interne à la gauche»*.

À la croisée des chemins

La diversité et les contradictions du peuple de gauche, que traduisent les sondages d'opinion, plongent assurément leurs racines dans l'histoire mouvementée de la gauche. Mais de quelle gauche s'agit-il aujourd'hui ? Nous verrons dans la seconde partie de cet article que le temps est venu de la clarification.

Guy EVRARD

Références documentaires :

1. Jean-Luc Mélenchon, *«La stratégie révolutionnaire du XXIe siècle»*, entretien réalisé par Julia Hamlaoui, *l'Humanité*, 13 octobre 2014.
2. Frédéric Durand, *Un peuple de gauche blessé mais pas du tout résigné*, sondage IFOP, *l'Humanité*, 12 au 14 septembre 2014. http://www.humanite.fr/un-peuple-de-gauche-blesse-mais-pas-du-tout-resigne-551581
http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=2761
http://www.ifop.com/media/poll/2761-1-study_file.pdf
3. Francis Fukuyama, *The end of history ? The National interest*, été 1989.
4. Matthieu Ecoiffier, *Le peuple de gauche, une famille décomposée»*, dans *Libération*, 24 /10/ 2014. http://www.liberation.fr/politiques/2014/-10/26/le-peuple-de-gauche-une-famille-decomposee_1130110
http://fr.scribd.com/doc/244486847/L-identite-de-la-gauche-en-2014-Viavoice-pour-Liberation-pdf
5. Régis Bigot, Emilie Daudey et Sandra Hoibian, *En 2014, le soutien à l'État-Providence vacille*, CRÉDOC (=Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), note de synthèse n°11, septembre 2014.
http://www.credoc.fr/pdf/Sou/Note_de_synthese_N11_Pauvete.pdf
6. *La gauche éternelle ?*, *Regards*, été 2014, pp.54-55.
7. Jean-Claude Michéa, *Les mystères de la gauche - De l'idéal des lumières au triomphe du capitalisme absolu*, éd. Flammarion, coll. Champs essais, 2014
8. Benjamin, *De gauche ou socialiste ?*, *GR* 1142 (mai 2013). Analyse du livre de Jean-Claude Michéa, *Les mystères de la gauche*, Champs essais, éd. Flammarion, 2014 (édition originale 2013).
9. Alain Badiou, *Quel sens cela a-t-il d'être de gauche aujourd'hui ?*, table ronde et entretiens réalisés par Anna Musso,dans *l'Humanité des débats*, 12 au 14 septembre 2014.

Comme elle l'exposait ici récemment, Fanny Evrard a pris conscience qu'imposer le "globish" renforce l'hégémonie du capitalisme anglo-saxon dans les relations internationales. Son article a inspiré un fidèle lecteur, René BALLAGUY, qui montre ici que l'espéranto, au contraire, véhicule une "supra-culture" qui n'efface pas les autres :

L'espéranto, vecteur de cultures

Dans la *GR* 1157, j'ai particulièrement apprécié l'article de Fanny Evrard sur l'anglicisation forcée de nos sociétés (le "*globish*"), mais il n'en est pas de même en ce qui concerne l'encart mentionnant l'espéranto. Car pour moi, l'espéranto n'est pas un "cas" à traiter à part, mais un phénomène unique en son genre dans toute l'histoire de l'humanité et qui aurait eu totalement sa place dans l'article en question. Par exemple, en mentionnant le rapport de François Grin *L'enseignement des langues étrangères comme politique publique,* commandé par le Haut Conseil de l'Évaluation de l'École, France[1].

Il faudrait chercher pourquoi, dans l'avis de ce HCEE (n°19, octobre 2005), transmis au Ministère de l'Éducation nationale, le troisième scénario présenté par le professeur Grin (l'espéranto) est totalement absent, ainsi que toute référence à cette langue internationale envisagée comme solution à l'enseignement des langues ?

Revenons à l'encadré de l'article de la *GR*. Il se veut explicatif, mais il demanderait à être éclairci. Il y est dit de l'espéranto : «*toute sa culture reste à inventer*. Mais qu'est-ce qu'une culture ? N'est-ce pas une manière collective d'être présent au monde ? Alors que le globish est plutôt un moyen de colonisation, d'asservissement, voulu et accepté, dixit La Boëtie[2]. À mon avis, une véritable culture ne peut pas être hégémonique. Cultures et langues sont intimement intriquées, voire indissociables. «*Si une langue vit, elle a ipso facto une culture*»[3]. Donc, au lieu de se poser la question de savoir si l'espéranto a ou n'a pas une culture, il me semble plus clair de se demander si l'espéranto est vraiment une langue (certains l'ont contesté) et la réponse concernant sa culture en sera concomitante.

Pour s'en rendre compte, j'invite tout un chacun :

1• à se rendre à Lille en juillet 2015 lors du Congrès Mondial où des milliers de personnes, venues des quatre coins du monde, vont échanger pendant huit jours sur les thèmes les plus divers sans avoir recours à aucun traducteur, à aucun interprète ! À comparer avec le coût des traductions dans les instances internationales, ONU, parlement européen... par exemple !

2• à prendre connaissance de témoignages de notoriétés, en voici un particulièrement probant : «*L'espéranto n'est pas du tout une langue uniforme, une langue robot, mais, au contraire, une langue naturelle et souple (...). L'espéranto est en mesure d'exprimer les nuances les plus subtiles de la pensée et du sentiment, elle est propre à permettre, par conséquent, l'expression la plus juste, la plus littéraire, la plus esthétique et de nature à satisfaire les esprits les plus ombrageux et les plus particularistes, et il ne peut pas porter ombrage aux fidèles des langues nationales.*»[4]

3• à consulter la large gamme d'activités de l'espéranto : voyages[5], correspondance, échanges culturels, conférences, littérature. Des dizaines de milliers d'ouvrages ont été produits en moins de 130 ans (combien d'ouvrages - en français - existait-il 130 ans après l'édit de Villers-Cotteret ?). Que dire du formidable développement sur l'internet[6] ? De même en ce qui concerne l'informatique, l'apprentissage d'autres langues[7], la télévision[8], la radio[9], les groupes d'aide aux pays en développement[10], un parti politique européen[11], etc.

4• à savoir que par deux fois, la Conférence Générale de l'UNESCO, (le 10/12/1954 à Montevideo et le 8/11/1985 à Sofia) a recommandé aux États la diffusion de l'espéranto. Des Prix Nobel l'ont soutenue et pour certains parlée[12]. Le Vatican l'a érigée en «*langue liturgique*». L'Association Internationale de la Police a pour devise «*Servo per Amikeco*» *(Le Service par le moyen de l'Amitié)*[13] ?

En conclusion, l'esperanto est une langue à part entière, une langue à haute valeur culturelle.

Pour l'auteure de l'encadré en question, l'espéranto serait, une «*tentative*», expression qui sous-entend un échec. Mais on ne peut réussir ou échouer que par rapport au but que l'on se propose. Le but de Zamenhof était que quiconque s'emparant de cette langue ait une communication efficace dans la plupart des pays du monde. L'espéranto par sa facilité d'apprentissage et d'utilisation internationale est sans conteste une pleine réussite.

Que cette langue ne soit pas plus répandue, c'est un fait dont sont responsables des tas … d'irresponsables et des honnêtes bourgeois qui, hébétés, la bouche aphone, emplâtrée de leur dernier "*King Burger*" ne se sentent pas concernés. L'espéranto est une victoire trop importante pour en laisser sa diffusion aux seuls espérantophones ! L'espéranto, comme la paix, n'a jamais été essayé "en grand". Aurait-on peur que tous les humains puissent vraiment communiquer entre eux ?

• • •

Que l'espéranto bouscule nos esprits formatés, je n'en disconviens pas. Mais on ne doit pas reprocher à une passoire d'avoir des trous. C'est dans la nature même de l'espéranto d'être une langue a-nationale, ce qui ne l'empêche nullement d'avoir une culture internationale. Qu'à la différence d'autres langues elle ait été construite par le cerveau d'un homme, donc d'abord écrite, et parlée plus de quinze ans plus tard ne lui retire rien. En 1887, aucun fait culturel n'est produit par l'espéranto, il n'en est plus de même après 130 ans de vie intense, malgré les guerres et les persécutions : oui, des espérantistes sont morts au goulag et en camp de concentration[14].

L'espéranto, par nature, dès le départ, respecte toutes les langues et toutes les cultures, il se pose donc comme une valeur culturelle bien réelle.

À la question d'une langue pour la culture de la Paix, on peut donc répondre avec le journaliste H. Masson[15] que l'Espéranto est une langue

• dont l'esprit est conforme à celui de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en matière d'égalité, en dignité et en droits,

• qui est libre de tout lien avec quelque puissance que ce soit,

• qui ne privilégie pas un groupe au détriment des autres et qui représente de ce fait un progrès sur la voie de l'équité,

• qui n'écrase pas les autres, qui ne sert pas d'instrument de domination,

• par laquelle le dialogue entre personnes qui n'ont pas d'autre langue commune s'établit le plus facilement, dans les meilleurs délais et à moindres frais,

• dont la mise en œuvre dans la communication entre les peuples pourrait être rapide et exigerait le moindre effort financier pour le meilleur niveau d'échanges,

• qui fait aimer les autres langues, et dont l'étude facilite celle des autres,

• et enfin qui, par ses origines et par sa vocation, porte en elle les principes mêmes d'une culture de la Paix.

Car dès son origine, l'espéranto s'est déclaré contre le racisme, contre le nationalisme et a mis en pratique les valeurs de paix, de collaboration entre les peuples, de non violence (soutenu en cela par Tolstoï et Gandhi) ! Un exemple : la Croix-Rouge (à qui le Prix Nobel de la Paix fut attribué en 1917, puis en 1944, puis en 1963 avec la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, au HCR en 1954) avait adopté une résolution en faveur de l'espéranto lors de sa dixième conférence internationale, à Genève, en 1921. Son utilisation pratique a été démontrée durant la guerre 14-18[16].

Puisque, dit-on, «*tout le monde parle anglais*», pourquoi les très nombreux anglophones qui n'auraient donc pas besoin d'étudier l'espéranto, l'apprennent-ils ? Ne serait-ce pas sa culture qu'ils recherchent ? La "*interna ideo*" ? Ils y respirent une atmosphère interculturelle que l'on ne peut trouver nulle part ailleurs. Un linguiste nous expliquerait ici comment l'espéranto a créé deux formes de poésie originales. Il nous montrerait en quoi sa flexibilité peut absorber sans problèmes toutes les particularités culturelles, japonaises ou chinoises comprises. J'encourage les lecteurs de la *GR* à aller y voir par eux-mêmes[17]. Enfin je conseille de prendre connaissance de la réponse de C. Piron à L.Ferry (ministre de la Jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche de 2002 à 2004)[3].

Albert Jacquard, généticien et essayiste, a accepté de parrainer notre campagne : "l'espéranto au Bac en 2010" ! «*Ce que je suis, ce sont les liens que je tisse avec les autres* »[18]

Si vous voulez AVOIR, et de plus en plus, apprenez le "globish" cela vous sera peut-être utile…

Mais si vous désirez ETRE un dispensateur de vie, pour vous et les autres, apprenez l'espéranto.

Et vivez en Espérantie, le pays sans frontières !

René BALLAGUY,
Citoyen du monde
parce que citoyen français.

Références :

1. Rapport Grin (Genève, 12 septembre 2005) : **http://cisad.adc.education.fr/hcee/documents/rapport_Grin.pdf.** François GRIN, Docteur en sciences économiques et sociales (mention économie politique), est Professeur d'économie à l'Ecole de traduction et d'interprétation (ETI) de l'Université de Genève, directeur-adjoint du Service de la recherche en éducation (SRED) du Département genevois de l'instruction publique et Professeur invité à l'Université de la Suisse italienne (USI) où il enseigne le cours "Contesti multiculturali e multilingui della formazione".
2. Ch-Xavier Durand *La nouvelle guerre contre l'intelligence.* **http://www.vigile.net/archives/ds-medias/docs3/durand-3-propagande.html** La Boëtie : **http://fr.wikipedia.org/wiki/Discours_de_la_servitude_volontaire**
3. Claude Piron, *Le défi des langues*, Paris, 2e éd. L'Harmattan 1998. **www.esperanto-sat.info**, (cliquer sur «Livres»). Réponse à Luc Ferry: **http://www.esperanto-sat.info/article414.html** **http://claudepiron.free.fr/articles.htm** et **http://www.esperanto.net/info/index_fr.html**
4. Maurice Genevooix (1890 - 1980), interview à la radio sur la chaîne nationale par Pierre Delaire, le 18 février 1955.
5. **http://fr.wikipedia.org/wiki/Pasporta_Servo** et **http://esperanto-france.org/esperanto-aktiv-30-decouverte**
6. **http://www.dmoz.org/World/Esperanto/Kulturo/Literaturo/ http://esperanto-france.org/esperanto-aktiv-43-decouverte**
"L'*esperanto-grupo*" vient de dépasser les 15.000 membres sur Facebook. Si vous êtes utilisateurs de ce réseau social, n'hésitez pas à rejoindre ce groupe d'échange entre espérantistes du monde entier: **http ://www.facebook.com-/groups/esperanto.grupo**
7. Valeur propédeutique de l'espéranto : **http://fr.wikipedia.org/wiki-/Valeur_prop%C3%A9deutique_de_l%27esp%C3%A9ranto**
8. **http://esperanto-tv.com/**
9. **http://esperanto-panorama.net/franca/radio.htm**
10. **http://www.esperanto65.fr/?p=159**
11. Europe,Démocratie, Espéranto : **http://e-d-e.org/?lang=fr**
12. **http://www.esperanto-sat.info/article185.html**
13. **http://www.ipafrance.org** et **http://de.wikipedia.org/wiki/International_Police_Association** (en allemand et anglais seulement)
14. Ulrich Lins, *La danĝera lingvo. Studo pri la persekutoj kontraŭ Esperanto,* Bleicher-Eldonejo 1988. et Detlev Blanke et Sergej Kuznecov, *Dua eldono, kun postparoloj,* Moskvo: Progreso, 1990. **http://www.esperantosat.info/article-451.html**
15. Henri Masson et René Centassi, *L'homme qui a défié Babel : Ludwik Lejzer Zamenhof,* éd. L'Harmattan, 2001. **http://www.esperanto-sat.info/article-265.html**
16. **http://esperanto-france.org/esperanto-aktiv-52-decouverte**
17. **http://www.esperanto.net/info/index_fr.html**
18. Albert Jacquard, *Petite philosophie à l'usage des non philosophes,* éd. Calmann-Lévy (1997).

Un grand merci à nos lecteurs pour tant de voeux encourageants qu'ils nous ont adressés !

Il est difficile de s'imaginer une belle année 2015, compte tenu de la situation politique et économique du pays et du monde. La période actuelle étant cruciale en ce qui concerne l'avenir de l'humanité, tout peut arriver. Il est vrai que pour nous, partisans d'un monde plus convivial, plus serein, en résumé plus adulte, il est difficile d'apercevoir l'éclaircie, ou un horizon dégagé, tant les médias à la solde des nantis nous gavent de borborygmes dans leur système en décrépitude. Pourtant, partout, des actions, des réflexions, des interrogations, montrent que des forces d'opposition naissent, s'expriment et cherchent à s'unir. Et la Grande Relève, grâce à vous, telle une flamme vive au milieu de toute cette obscurité, cette médiocrité et cet infantilisme, ne peut que servir de repère pour ces forces nouvelles tant elle se trouve adaptée à la conjoncture, tant elle propose une solution claire et logique.

Qui va l'emporter? La schizophrénie capitaliste ou nous, ce mouvement qui préfère dire "nous" plutôt que "je", qui préfère la coopération avec tous ces autres et ces hôtes de la planète, le lien social et la beauté, plutôt que l'égoïsme, la lutte perpétuelle et la destruction de l'environnement. Pas facile de donner un pronostic. Mais pour qu'une révolution ait lieu, pour qu'elle se forme et grandisse, il lui faut de la matière pour l'alimenter. Et la Grande Relève représente cette énergie, cet espoir avec lesquels elle pourra se nourrir et se stimuler.

A.L., Amphion-les-Bains

Merci à nos abonnés de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

SOUSCRIPTION PERMANENTE ***POUR QUE VIVE LA GRANDE***

R. Terrier 27- Mme S. Maloberti 2- G. Parvillers 27 – Mme Werkoff 7 – J. Éveillé 34 – J. Hamon 126 – A. Richard 37 – J. Legros 17 – S. Faure 28 – G. Chauvin 7 – R. Lobjeois 46 – R. Bigot 17 – R. Labesse 50 – M. Delahaye 7 – B. Simonnet 17 - P. Cohen 7 Total 456 euros ***Merci à tous !***

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal, en modérant son prix, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France, *régime intérieur pour la Poste.* . . . . . .23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . .25,45 euros.
TOM . . . . 29 euros.

Régime international, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, ...) . . . . .29,01 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . .27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,...) . . . . . .29,81 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...) . . . . . .30,38 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM .....
IMMEUBLE .....
N° ET VOIE .....
CODE POSTAL ET COMMUNE ☐☐☐☐☐.....

Je commande les ouvrages suivants : .....
....
....
J'envoie pour cela la somme de ..... euros
par chèque .....
date signature

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décident démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit, dans quelles conditions, de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (puisque impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti permettant de vivre libre.

Les décisions prises n'ayant ainsi plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut sur l'intérêt particulier et la démocratie peut enfin devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

- **JACQUES DUBOIN**
  Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

- **ET SI ON CHANGEAIT ?**
  Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).

- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**
  Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

- **MAIS OÙ VA L'ARGENT ?**
  l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer. (édition du Sextant, 240 pages,13 euros)

- D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
- *Épuisés sur papier, des textes sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple :*
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**
  une conférence d'ANDRÉ PRIME.

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié
(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone, *seulement le lundi après-midi*, 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)